

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/8357/Add.18\*  
8 mars 1968  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

QUESTION DU SUD-OUEST AFRICAIN

Rapport du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
REPONSES RECUES DES GOUVERNEMENTS	
Chypre .....	2
Irak .....	2

\* Egalement distribué sous la cote A/7045/Add.18.

CHYPRE

[Original : anglais]  
1er mars 1968

Le Gouvernement chypriote considère que le "jugement" à Pretoria d'un groupe de ressortissants du Sud-Ouest africain est une flagrante violation du droit international, de la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes de l'ONU. Fidèle à la politique qu'il a toujours suivie, le Gouvernement chypriote condamne ce "jugement" illégal.

Toutefois, comme le Gouvernement chypriote n'entretient pas de relations diplomatiques avec les autorités sud-africaines, il a envoyé au Gouvernement sud-africain une note officielle pour l'engager de façon à se conformer à la résolution 2324 (XXII) de l'Assemblée générale et à la résolution 245 (1968) du Conseil de sécurité et, partant, à ne pas poursuivre le "jugement" et à libérer et rapatrier les ressortissants en question du Sud-Ouest africain.

IRAK

[Original : anglais]  
4 mars 1968

Le Gouvernement de la République d'Irak s'est toujours opposé à la politique d'apartheid et de discrimination raciale et a constamment appuyé la lutte que mènent les peuples intéressés pour éliminer les derniers vestiges de cette odieuse politique. L'Irak a appuyé sans réserve toutes les activités entreprises par l'ONU à ce sujet. En conséquence, le Gouvernement irakien n'entretient aucune relation diplomatique ou économique avec l'Afrique du Sud.

Le Gouvernement irakien estime que la politique et les activités racistes du Gouvernement sud-africain constituent une violation manifeste des principes proclamés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est pour cette raison qu'il a patronné et fermement appuyé la dernière résolution de l'Assemblée générale à ce sujet [résolution 2324 (XXII)].

